

Révolution et contre-Révolution

L'Etat national restauré en Algérie, avec un arrière-plan indéfendable de despotisme oriental mal éclairé et d'atteintes indéniables aux droits de l'Homme, était alors perçu, malgré tout, comme l'acquis primordial le plus visible que le peuple algérien ait arraché, sur un territoire érigé, pour la première fois dans son histoire, on ne le répètera jamais assez, en République et borné par des frontières sans précédent, une cible crainte et, en même temps, convoitée.

La mort de Houari Boumediène et l'Infitah, à l'égyptienne, décidé par la bourgeoisie bureaucratique compadore et ses alliés féodaux qui trouvèrent en Chadli Bendjedid le parfait exécutant de leurs ambitions revanchardes, sonna le déclin de cet Etat. Contesté par l'ex-métropole et ses plus proches voisins, il ira jusqu'à essuyer l'infamie de sa remise en cause et de sa dénégaration, ébranlé dans ses fondements et ses valeurs par l'islamisme armé, hostile au novembrisme et à l'idée même de Nation, allant chercher ses ordres dans les temples wahhabites de la Ouma et recrutant la jeune chair à canon algérienne pour alimenter les causes perdues de la régression en Afghanistan alors que soixante ans auparavant, Abdelhamid Ben Badis se rendait à La Meque pour y rencontrer Mohamed Abdou, Rachid Redha et Chakib Arslane pour lancer la Nahda anti-obscurantiste. La nuit et le jour !

La crise de l'Etat national algérien et, au-delà, des Etats nationaux du Machrek (Égypte, Syrie, Irak) relève, à l'analyse, de l'impitoyable confrontation entre les forces de la Révolution et celles de la contre-Révolution. L'inachèvement de la construction de l'Etat national au Maghreb comme au Machrek, lié aux retards accumulés du fait des contradictions, des attermoissements et des luttes de classes inabouties, a ouvert, très grandes, les portes au déni de sa souveraineté, l'exposant au dépècement, comme au Soudan, ou à la disparition comme en Libye, si tant est que dans ce cas il ait, un jour, existé, le tribalisme n'ayant jamais dépassé, ici, le seuil de la chefferie traditionnelle.

Le péril qui plane aujourd'hui sur le sort des sociétés arabes vient de ce que les régimes dits nationalistes auxquels elles avaient relativement fait confiance, pour gérer leur destin, ont trahi et ont fait dévier leur processus d'émancipation totale, en abdiquant, au nom d'intérêts secondaires étroits, de leur responsabilité historique de réaliser les aspirations légitimes qu'elles mirent, plus d'un demi-siècle, à tenter de faire aboutir, en vain.

L'abandon et le bradage des politiques d'intérêt national, l'instrumentalisation du panarabisme, de la question palestinienne, la dévitalisation du nassérisme des origines et du baâthisme version Michel Aflak - Salah El Bitar, l'instauration d'un pouvoir dictatorial dans des républiques devenues héréditaires, ont jeté en pâture de très larges franges protestataires — les plus fragilisées par la précarité — dans les bras de l'extrémisme, de l'intolérance et de l'intégrisme, le degré zéro de la pensée... une régression historique quand on se remémore les grandes victoires progressistes remportées par l'Algérie et l'Égypte dans les années 1960-1970.

Juste une parenthèse pour faire remarquer que dans les épreuves et les combats que les sociétés arabes avaient connus et assumés afin d'avancer, ce furent, souvent, ceux qu'on attendait le moins et sur les-

quels l'opprobre était jeté qui montèrent, seuls, sur les meurtrières avant-gardistes. Paradoxalement, sur les questions existentielles comme la question nationale, les plus nationalistes s'avérèrent être ceux qu'on présentait sous l'étiquette de parti de l'étranger et ceux qui glorifiaient les constantes identitaires apparurent comme les soutiens les plus serviles de l'Occident, une vieille réalité, plus vérifiable, encore, depuis la première guerre du Golfe jusqu'à l'expédition de l'Otan contre la Libye et le forcing pour abattre, aujourd'hui, la Syrie. Non pas qu'il faille absoudre le régime syrien des crimes abominables qu'il a commis et continue de commettre contre son peuple pas plus que ceux commis, pendant 40 ans, par le Guide libyen contre le sien. Il est, seulement, malheureux de constater que la chance offerte par les indépendances aux Etats arabes

Il est, seulement, malheureux de constater que la chance offerte par les indépendances aux Etats arabes de s'en sortir ait été lamentablement gâchée par des politiques égoïstes, claniques, familiales et de courte vue ; un dommage irréparable qui fait la part belle à la thèse selon laquelle le meilleur successeur au nationalisme est l'islamisme.

de s'en sortir ait été lamentablement gâchée par des politiques égoïstes, claniques, familiales et de courte vue ; un dommage irréparable qui fait la part belle à la thèse selon laquelle le meilleur successeur au nationalisme est l'islamisme. Les régimes arabes ont, longtemps, entretenu, avec le soutien occidental, cette illusion pour combattre les forces politiques populaires, focalisant la haine sur les élites patriotiques, les montrant du doigt aux assassins, utilisant l'islamisme contre les opposants, avant que celui-ci ne soit neutralisé, dans ses manifestations contestataires les plus violentes, au lendemain des attentats du 11 septembre.

Retour de boomerang : l'islamisme se requinque, rebondit, prend le train en marche et se fait passer pour celui qui a abattu les dictatures, gagnant en respectabilité, promettant monts et merveilles démocratiques, dans un ordre nouveau où l'hypocrisie morale de jésuites fait office de programme politique.

Voilà l'impasse dans laquelle les régimes tunisien, égyptien, libyen, yéménite, syrien ont fait se fourvoyer leurs peuples, le Maroc demeurant un cas à part, un Etat-Makhzen qui n'a pas pu résoudre sa problématique d'Etat national, égaré au Sahara occidental, dans un conflit expansionniste sans fin, miroitant à ses citoyens un grand Maroc chimérique, antinomique du Grand Maghreb de Mehdi Ben Barka et de Abdelhamid Mehri, le militant sincère et le dirigeant dévoué du Front national arabe, avant sa mort.

On voit donc que la question de l'Etat national reflue très nettement, un peu partout, dans le Monde arabe où s'effacent, l'un après l'autre, les Etats nationaux frelatés, au profit du leadership des royaumes tribaux du Golfe qui, fonctionnant à l'allégeance, à partir d'une Histoire inventée, ont supplanté le nassérisme et le baâthisme, laissant entendre que ce n'est ni Oum Kalsoum, ni Abdelhalim Hafez et encore moins Kadem Essaher qui feront l'Unité arabe mais le clergé de l'Internationale wahhabite.

La «parenthèse nationaliste» est-elle, donc, en train de se fermer comme le prophétisent certains historiens idéologues ? A défaut d'y

répondre, avec sûreté, on peut uniquement dire que le malheur des sociétés arabes est de ne disposer d'aucune véritable bourgeoisie pour accomplir une révolution démocratique, dans toute l'acception du terme, car, enfin, on ne peut, quand même pas, considérer l'islamisme comprador qui enfourche la monture sociale plébeienne, son aire de lancement favorite, comme un parangon de démocratie.

A moins, qu'ici et là, on ait engrangé, en deux temps trois mouvements, les vertus du travail productif et de la tradition démocratique dont se prévaut la bourgeoisie turque qui est parvenue depuis Atatürk, le père de la Turquie moderne, à imposer un modèle d'Etat national avancé, jaloué et redouté par la Vieille Europe, cette Europe plus attachée que jamais à l'Etat national protecteur, elle qui s'était fixée, il y a 60 ans, l'objectif de

construire un Etat transnational s'avérant, in fine, impossible à greffer, en dépit de la mondialisation et des exigences du marché.

Il est tout à fait admis, au regard de tout ce qui précède, que la question de l'Etat national dans le Monde arabe restera irrésolue et en suspens tant que celui-ci ne s'est pas décidé à se projeter dans l'Etat de droit, la condition sine qua non de son sauvetage.

Et ce ne sont pas les chimériques parodies de «démocratie musulmane» jouées, ici et là, qui y changeront quoi que ce soit si l'on ne s'attaque pas à la racine du mal, à savoir cette paralysante coexistence entre féodalisme, capitalisme sauvage et voie nationale de développement, entre pauvreté et opulence, entre impunité et justice, entre patriotisme et trahison, dans une balkanisation fabriquée au bénéfice d'un Israël, plus belliqueux et dominateur que jamais, celui-là même auquel les régimes arabes présentés, ces quarante dernières années, comme antisionistes et anti-impérialistes, ont donné du grain à moudre, par leur gouvernance anticitoyenne.

En Algérie dont le peuple est appelé à se prononcer ce 10 mai sur un des volets des réformes proposées par le président de la République, l'Etat national est au carrefour des enjeux que se disputent, dans une grande confusion, plusieurs forces politiques et sociales, centrifuges et centripètes.

Dans une conjoncture difficile, compte tenu de la cascade d'événements sécuritaires qui touche la périphérie du pays, à l'Est et au Sud, tout en s'efforçant, à l'initiative du segment opposé à l'ultralibéralisme et au cartel de l'informel, de sauver les meubles, pour faire l'économie d'une nouvelle aventure pénible, ne parvient toujours pas à proposer à la société, en dépit d'une relative défaite du terrorisme, une grande cause nationale, un grand projet mobilisateur et fédérateur qui la prémunirait du danger de la discorde, voire de la dislocation.

La dépendance vis-à-vis des hydrocarbures et la vaste superficie du territoire qui font la vulnérabilité géostratégique et économique de l'Algérie sont connues des grandes puissances. Et le peuple algérien en

sait quelque chose, lui qui avait accepté, à son corps défendant, quand le pays fit faillite dans les années 90, de passer sous les fourches caudines d'un FMI carnivore, ce même FMI qui vient, aujourd'hui, le caresser dans le sens du poil, en demandant à son gouvernement de contribuer au financement de ses déficits.

Le pouvoir n'a, apparemment, pas tiré toutes les leçons de ce triste épisode, en persistant à maintenir le cap sur les mêmes politiques, jouant sur les recettes d'un keynésianisme éculé, préservant les équilibres macro-économiques sans les traduire par une redistribution équitable des ressources nationales et, mieux, par une stratégie audacieuse de croissance industrielle auto-entretenu qui associe un patronat privé authentique, pas celui qui sous-traite pour le compte des économies étrangères.

Frileux, amateur des demi-mesures, au lieu de s'appuyer sur ce qu'il y a de meilleur en lui et de construire quelque chose de plus grand que soi, à la hauteur des espérances de la Nation, il se méfie encore de l'alternance politique, de l'indépendance de la justice, de la liberté d'expression et semble trouver tout à fait normal de fermer les yeux sur les réelles intentions des partis de la régression et des pourvoyeurs des réseaux de la corruption qui sont, en maîtres-tartuffes, les premiers à dénoncer la corruption. Bien sûr, il ne viendrait à l'esprit de personne de nier que l'Algérie de 2012 n'est pas celle des années 1950.

En ces années-là, les Algériens avaient une espérance de vie de 40 ans, se chauffaient au charbon, s'éclairaient au quinquet, mouraient de paludisme et de tuberculose, se nourrissaient de glands, d'olives et de figues, fréquentaient rarement l'école et se déplaçaient à dos d'âne.

Il est à mettre à l'actif de l'Etat national et des ressources naturelles du pays toutes les conquêtes qui font qu'aujourd'hui les Algériens

exportée en Indochine, en 2012 l'Algérie en est encore réduite à comptabiliser le nombre de ses jeunes qui ne trouvent d'autres choix que de s'immoler ou de s'abîmer dans les noires abysses de la Méditerranée.

Tragique destin pour un pays qui possède tout pour devenir ce que la Proclamation du 1^{er}-Novembre voulait qu'il fût, au lieu d'emprunter des chemins de travers qui le nivellent par le bas, déprécient ses valeurs fondatrices et offrent, généreusement, des primes à la médiocrité d'une classe politique où le népotisme et le clientélisme des fratries concurrencent l'effronterie, où les vieux canassons de retour se ruent sur les mangeoires de la République et où le vocabulaire fleuri des boudoirs de M^{me} Claude tient lieu de discours politique quand d'autres insultent le peuple en le comparant à une marionnette vouée à la fatalité du bendir et du gourdin, la victime idéale des moqqadems des zaouïas, l'ancien auxiliaire idéologique du colonat.

Ceci dit, et quoiqu'on puisse reprocher aux moyens utilisés pour le construire avec tous les retards accumulés sur la voie de son aboutissement, l'Etat national doit être encouragé et pressé de se dépasser parce qu'il est la finalité de la Révolution de Novembre et doit être, à ce titre, actualisé, parachevé afin que l'Algérie accède au cercle des pays émergents, forte, souveraine, juste, démocratique, crédible ; une mission, pour ainsi dire, sacrée.

Le Brésil et l'Afrique du Sud sont-ils meilleurs qu'elle ? Si on se souvient, un tant soit peu, que c'est notre pays qui les avait aidés, au temps de sa splendeur, à s'engager dans la voie de la libération finale, la réponse est évidemment non.

Que l'on reconnaisse, au plus haut niveau de l'Etat, que l'Algérie n'a été gratifiée, depuis l'indépendance, que d'élections à la Naegelen est méritoire et renseigne sur la capacité de se remettre en question et de rectifier la trajectoire déviée, sur laquelle l'Etat national a

La mort de Houari Boumediène et l'Infitah, à l'égyptienne, décidé par la bourgeoisie bureaucratique compadore et ses alliés féodaux qui trouvèrent en Chadli Bendjedid le parfait exécutant de leurs ambitions revanchardes, sonna le déclin de cet Etat.

vivent, en moyenne, 75 ans, vont à l'université en grand nombre, disposent d'un grand parc de voitures, font leurs courses dans les superettes, empruntent l'avion, voyagent à l'étranger et s'adonnent, de plus en plus, aux loisirs.

C'est, peut-être, là, une comparaison schématisée mais elle a l'avantage de fournir des repères fiables pour mesurer le chemin accompli plus conséquent que celui effectué par le Maroc, la Tunisie, et même l'Égypte, selon les rapports annuels des institutions spécialisées de l'ONU. Mais, là où le bât blesse, c'est qu'on aurait pu mieux faire.

En 1967, le premier pré-plan triennal, élaboré par l'équipe de Abdallah Khodja, le futur secrétaire d'Etat du gouvernement Boumediène, envisageait de dépasser le niveau du développement de la Bulgarie, le modèle des pays socialistes et celui de l'Espagne franquiste, le nouveau dragon de l'Europe ; un objectif resté, malheureusement, sans suite.

Si en 1950, un Algérien pouvait être, au mieux, un mineur à Ouenza ou dans les houillères du nord de la France, au pire, un forçat déporté à Cayenne ou de la chair à canon

été aiguillé, intentionnellement ou pas, consciemment ou non.

Il faut tirer de ce jugement de valeur tous les enseignements appropriés mais pas seulement.

Il faut réunir toutes les conditions politiques, immédiatement opérationnelles, pour passer à la vitesse supérieure et ouvrir, sans y être contraint par la violence, les voies du pouvoir aux élites porteuses d'un projet de société moderne où la valeur travail-recherche et la moralisation de la vie politique occuperont une position centrale.

Ce sera là un programme lourd à exécuter pour ceux qui connaissent les pesanteurs plombant l'administration et la société elle-même, inhibée, dans certaines de ses composantes, par le conservatisme et l'ignorance. Que penser d'une société qui ignore encore son Histoire comme à l'époque de l'occupation où il avait fallu attendre le Centenaire de la colonisation pour prendre connaissance, enfin, en langue arabe, de la première «Histoire de l'Algérie contemporaine» rédigée par Moubarak El Mili, le co-fondateur de l'Association des ulémas algériens.

Suite en page 10